

**LA RÉALISATION D'UNE ENQUÊTE NATIONALE SUR L'ÉVALUATION DE LA
PERFORMANCE DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
AU PROFIT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

RELATIF A :

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(SEANCE PUBLIQUE)
N°13/CSEFRS/2024**

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

المجلس الأعلى للتعليم والبحث العلمي والابتكار
Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique



المملكة المغربية
ROYAUME DU MAROC
+377 40 40 40

SOMMAIRE

ARTICLE 1:	OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2:	MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3:	MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES.....	3
ARTICLE 4:	CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5:	MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.....	3
ARTICLE 6:	RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 7:	DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS.....	3
ARTICLE 8:	CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 9:	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 10:	OFFRE TECHNIQUE.....	5
ARTICLE 11:	OFFRE FINANCIERE.....	7
ARTICLE 12:	CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.....	7
ARTICLE 13:	PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 14:	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 15:	RETRAIT DES PLIS	8
ARTICLE 16:	EVALUATION DES OFFRES.....	8
ARTICLE 17:	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 18:	MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 19:	LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES.....	11
ARTICLE 20:	PREFERENCE NATIONALE.....	11



ARTICLE 1: OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert ayant pour objet la conclusion d'un marché relatif à la réalisation d'une enquête nationale sur l'évaluation de la performance du système d'enseignement supérieur pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

ARTICLE 2: MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le **Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique**.

ARTICLE 3: MODALITES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement de l'appel d'offre se fera en **lot unique**.

ARTICLE 4: CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret N°2.22.431 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- La copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement du marché ;
- Le modèle du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le modèle de la déclaration du plan de charge ;
- Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 5: MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Conseil peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents. Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du décret N°2.22.431. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix jours (10 jours) à compter du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres doivent être informés des modifications qui y ont été apportées et de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 6: RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dès la parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 23 du décret N°2.22.431 et jusqu'à la date limite de dépôt des offres.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et sur le site web du CSEFRS www.csefrs.ma

ARTICLE 7: DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT OU DE RENSEIGNEMENT ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être transmises, par tout moyen pouvant donner date certaine, dans un délai de sept (07) jours au moins avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard, trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant retiré ou téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements sont mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8: CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret N°2.22.431 précité :

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité ou à un régime particulier de prévoyance sociale et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
- Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
- 2- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales qui sont :**
- En liquidation judiciaire ;
 - En redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret N°2.22.431 ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires de service ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

ARTICLE 9: LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 28 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

1. Un dossier administratif

1.1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent :

- Auto-entrepreneur ou personne agissant pour son propre compte : aucune pièce n'est exigée ;
- Représentant du concurrent : celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - Une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- Coopérative ou union de coopératives : la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.

b. La déclaration sur l'honneur ;

- c. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant.
- d. La convention constitutive du groupement, prévue à l'article 150 du décret N°2.22.431 ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

1.2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou par tout organisme de prévoyance sociale, certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c. Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ; La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces citées aux points a) et b) sert de base pour l'appréciation de leur validité.



2. Un dossier technique comprenant

A- Les concurrents installés au Maroc :

- le certificat d'agrément délivré par le Ministère de l'Équipement et du Transport, prévu par le Décret N°2053-13 du 19 chaabane 1434 (26 juin 2013) abrogeant et remplaçant le tableau annexé au décret N° 2-98-984 du 4 hijā 1419 (22 mars 1999) instituant, pour la passation de certains marchés de services pour le compte de l'État, un système d'agrément des personnes physiques ou morales exécutant des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre, faisant ressortir : le domaine d'activité : **Etudes générales (D13).**
- la déclaration du plan de charge.

B- Les concurrents non installés au Maroc :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le cas échéant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé, avec précision de la qualité de sa participation ;
- Au moins **trois (03)** attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage, publics ou privés, ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations similaires ou par les titulaires des marchés au titre des prestations sous-traitées. Les attestations à considérer dans le cadre de cet appel d'offres sont celles relatives à la réalisation des prestations similaires.

Chaque attestation précise notamment et clairement :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Les délais et les dates de réalisation ;
- L'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Toute attestation de référence qui ne précise pas les mentions susvisées, ne portant pas sur des prestations similaires ou qui n'est pas certifiée conforme à l'original ne sera pas prise en considération quelle que soit son importance.

II- Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives ;
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :

- a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la coopérative l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme ;

La date de production, au maître d'ouvrage, de ces pièces sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III- Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou, à défaut de paiement, qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 27 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

ARTICLE 10: OFFRE TECHNIQUE

Conformément aux dispositions de l'article 30 du décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, outre le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés, les pièces des dossiers administratif et technique, précités, une offre financière et une offre technique.

L'offre technique comprend :

1. Une note méthodologique décrivant l'approche organisationnelle des prestations et de collecte et d'apurement des données ;
 2. La liste numérotée des profils affectés au projet : Chef de projet, statisticien, informaticien et des membres de la CPSCV, indiquant leurs niveaux d'étude, leurs expériences dans le domaine, leurs rôles, conformément au modèle présenté à l'annexe 1.
 3. La liste des profils des contrôleurs et des enquêteurs affectés au projet, indiquant leurs niveaux d'étude, leurs expériences dans le domaine, leurs rôles, conformément au modèle présenté à l'annexe 2 ;
 4. Un chronogramme d'affectation des membres de l'équipe pour la réalisation des tâches et activités relatives à chaque étape de l'étude ;
 5. Les curriculum vitae détaillés, du Chef de projet, du statisticien, de l'informaticien et des membres de la CPSCV, conformément au modèle de l'annexe 3 du présent règlement de consultation, conjointement signés par le concurrent et chaque membre de l'équipe proposée pour l'accomplissement des prestations ;
 6. Les copies des diplômes du Chef de projet, du statisticien, de l'informaticien et des membres de la CPSCV ;
 7. Un planning général pour la réalisation des prestations.
- Par ailleurs, les profils demandés pour l'équipe du titulaire devront obligatoirement correspondre aux exigences suivantes :
1. Chef de projet :
 - Diplôme d'ingénieur en modélisation et/ou statistique ou diplôme d'études supérieures en sciences sociales ou sciences de l'éducation ou tout autre diplôme équivalent ;
 - Expérience prouvée d'au moins 10 ans d'expérience dans la tenue d'études sociologiques en lien avec l'enseignement supérieur ;
 - Expérience prouvée d'au moins 10 ans en matière de collecte des données quantitatives et qualitatives ;
 - Réalisation prouvée d'au moins 10 projets de même nature de collecte quantitative et qualitative y compris des entretiens, des enquêtes sur des plateformes informatiques
 - Expérience souhaitable dans le secteur de l'enseignement supérieur.
 2. Statisticien qui doit :
 - Être diplômé d'une institution de l'enseignement supérieur (Bac+5 ou plus) ;
 - Avoir une expérience minimale de 5 ans dans la réalisation et suivi d'enquêtes, y compris le traitement et l'analyse des données sur des logiciels statistiques spécialisés ;
 - Réalisation prouvée d'au moins 5 projets de même nature de collecte quantitative et qualitative y compris des entretiens et des enquêtes sur des plateformes informatiques.
 3. Informaticien qui doit :
 - Avoir un diplôme (Bac+5 ou plus) en informatique ;
 - Avoir une expérience reconnue, d'au moins 5 ans, dans le développement, la programmation et l'exploitation informatique des données d'enquêtes.
- Être en mesure d'apporter le soutien aux équipes de collecte en cas de problèmes ou de blocages afin d'éviter tout retard pouvant affecter la réalisation de la collecte des données sur le terrain dans les délais fixés.
4. D'une Cellule permanente de suivi, de contrôle et de validation des fichiers de données collectées (CPSCV). Cette cellule sera installée au niveau des locaux du titulaire et sera composée de :
 - Quatre personnes hautement qualifiées dans le domaine d'exploitation informatique des données d'enquêtes statistiques et ayant une formation suffisante en statistique et qui doivent :
 - Avoir un diplôme (Bac+3 ou plus) ;
 - Avoir une expérience reconnue, d'au moins 5 ans, dans l'exploitation informatique des données d'enquêtes.
- Une attention particulière doit être attribuée au choix des membres de cette équipe qui a un effet remarquable sur la réussite de l'opération.
- Cette cellule aura pour tâches essentielles de :
- Contrôler la validité et la cohérence des données collectées ;
 - Transmettre aux chefs d'équipes le relevé des erreurs détectées et les obliger à faire le suivi avec les enquêteurs concernés pour contacter les étudiants et corriger les erreurs commises en apportant les compléments omis ;
 - S'adresser, au besoin, directement par téléphone aux étudiants concernés pour s'assurer de la véracité des données collectées ;

a. Un dossier administratif précité ;

Concurrents doivent comporter :

Conformément aux dispositions de l'article 30 du Décret N°2.22.431 précité, les dossiers présentés par les

ARTICLE 12: CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

d'engagement.

global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte

En cas de discordance entre les montants totaux de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau du prix

libellés en chiffres.

Les montants totaux du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global, doivent être

libellés en chiffres.

Les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global doivent être

2) Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global du marché ;

membres dudit groupement.

L'acte d'engagement doit également préciser le montant correspondant à la part revenant à chacun des

membres du groupement.

mandataire, si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les

N°2.22.431 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 150 du décret

au montant écrit en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

d'identité bancaire (RIB) ;

représentant dûment habilité, et comporte l'ensemble des indications requises y compris le relevé

conformément au modèle ci-joint en annexe, en un seul exemplaire, signé par le concurrent ou son

1) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché, établi,

chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

ARTICLE 11: OFFRE FINANCIERE

Tout concurrent dont l'offre technique ne comprend pas les pièces indiquées ci-dessus, sera écarté.

seront les garants de la pertinence et du suivi de toutes les opérations sur le terrain.

l'accompagnement des enquêteurs, le pilotage opérationnel de l'action et l'animation des enquêteurs et

minimale de deux ans en matière de contrôle des travaux de collecte sur le terrain. Ils assureront

Les contrôleurs doivent avoir au moins les mêmes profils que les enquêteurs et avoir une expérience

- Avoir une bonne maîtrise de l'arabe et du français.
- Avoir un bon sens de communication et de responsabilité ;
- interroger ;
- la facilité de contact et une bonne discipline en général, et particulièrement envers les personnes à
- et dialoguer avec les étudiants, et ce afin d'éviter toute réticence des interviewés. Ils sont censés avoir
- Adopter constamment une bonne attitude et un très haut professionnalisme dans la façon d'aborder
- utiliser ;
- Maîtriser au moins la manipulation des ordinateurs/tablettes et les applications qu'ils auront à
- Disposer d'au moins une licence ;

Pour les qualifications du personnel des équipes des enquêteurs, ils doivent :

- 12 enquêteurs et 2 contrôleurs, soit au total un effectif de 36 enquêteurs et 6 contrôleurs.
 - Trois équipes de collecte des données sur le terrain (enquêteurs et contrôleurs), composée chacune de un effectif de 6 opérateurs/opératrices ;
 - Trois équipes de préparation et de prise de contacts avec les institutions ciblées et les étudiants à interroger individuellement ou en groupe, composée chacune de 2 opérateurs / opératrices, soit au total
- Le personnel de terrain doit être organisé de :

5. D'une équipe de terrain

- confrontés et l'application des solutions adoptées.
- L'adoption d'une étroite concertation et collaboration pour la résolution des problèmes
- La transmission des rapports quotidiens de contrôle ;
- Assurer un contact permanent avec l'équipe du Maître d'Ouvrage, à travers notamment :



sus indiqués de la manière suivante :

Une note technique (**Nt sur 100 points**) sera attribuée au soumissionnaire en se basant sur les trois critères

- Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de l'étude.
 - Pertinence et cohérence du planning et du chronogramme d'affectation des membres de l'équipe ;
 - Conformité et pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS;
- techniques seront jugées sur la base d'une évaluation technique axée sur les critères suivants :
- Une sous-commission technique sera constituée en vue d'analyser ces offres. A cet effet, les offres
- procèdera, à huis clos, à l'examen et à l'évaluation des offres techniques des concurrents admis.

A l'issue de l'examen des pièces du dossier administratif et de celles du dossier technique, la commission

Phase 2 : Evaluation des offres techniques :

L'examen des dossiers se fait conformément aux dispositions de l'article 39 du décret N°2.22.431 précité.

Phase 1 : examen des dossiers administratif et technique

conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 41, 42, 43, 44 et 144 du décret N°2.22.431 précité.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent

4. Analyse technico-financière des offres.
3. Evaluation financière des offres ;
2. Evaluation des offres techniques ;
1. Examen des dossiers administratif et technique ;

La procédure de jugement des offres comportera :

ARTICLE 16: EVALUATION DES OFFRES

électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

Conformément aux dispositions de l'article 35 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des

dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances,

chargé du budget N°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des

documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le retrait des plis des concurrents s'effectuent par voie

ARTICLE 15: RETRAIT DES PLIS

d'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance

voie électronique dans le portail des marchés publics www.marchéspublics.gov.ma.

Conformément aux dispositions de l'article 34 et de l'article 135 du décret N°2.22.431 précité, et des

dispositions prévues par l'Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances,

chargé du budget N°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des

documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dépôt des offres des concurrents s'effectuent par

ARTICLE 14: DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Offre technique ».

c) La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit porter de façon apparente la mention «

Offre financière ».

b) La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit porter de façon apparente la mention «

dossier administratif & technique ».

concurrent ou son représentant dûment habilité. Elle doit porter de façon apparente la mention «

le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le

a) La première enveloppe contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et

électronique, par chaque concurrent, doit contenir trois enveloppes distinctes :

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret N°2.22.431 précité, le dossier présenté, par voie

ARTICLE 13: PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

- Le bordereau du prix global et la décomposition du montant global du marché.
- L'acte d'engagement du marché ;
- d. Une offre financière comprenant :
- c. Une offre technique précitée ;
- b. Un dossier technique précité ;



Nb projets de même nature (5 points) - n > 10 : 5 points - n = 10 : 3 points - n < 10 : 0 point « n » étant le nombre d'enquêtes auxquelles l'expert a participé, relevé d'après son CV.	- Supérieure à 10 ans : 5 points - 10 ans : 3 points - Moins de 10 ans : 0 point
Expérience dans la tenue d'études sociologique en lien avec l'enseignement supérieur (5 points)	

* un diplôme d'ingénieur en modélisation et/ou statistique ou diplôme des études supérieures en sciences sociales ou sciences de l'éducation ou tout autre diplôme équivalent.

- Plus que Bac + 5 : 5 points - Bac + 5 : 3 points - Moins que Bac+5 : 0 point	- Supérieure à 10 ans : 5 points - 10 ans : 3 points - Moins de 10 ans : 0 point
Nature des diplômes* (5 points)	Expérience dans la collecte de données quantitatives et qualitatives (5 points)

✓ Notation du Chef de projet (20 points) :

N13 Les ressources humaines mobilisées pour la réalisation de l'étude (60 points) :

NOTES	CRITERES
10 points	Planning cohérent et bien élaboré pour la réalisation des prestations dans les délais impartis. Décritant de manière cohérente et détaillée les tâches confiées à chaque membre de l'équipe avec une précision de leurs rôles et de la durée allouée à chaque tâche.
5 points	Planning cohérent pour la réalisation des prestations, et n'est pas assez détaillé en termes de répartition de tâches et des durées de réalisation.
0 Point	Planning non cohérent pour la réalisation des prestations ou ne respectant pas le délai d'exécution des prestations ou non détaillé.

N12 Pertinence et cohérence du planning et du chronogramme d'affectation des membres de l'équipe (10 points) :

NOTES	CRITERES
/15 15 10 0	- Compréhension de la mission..... - Très Bonne..... - Satisfaisante..... - Insuffisante.....
/15 15 10 0	- Organisation des prestations, équipes, déplacements..... - Très Bonne..... - Satisfaisante..... - Insuffisante.....
TOTAL	/ 30

N11 Conformité et pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux spécifications exigées par le CPS (30 points) :

Dans laquelle :
M_d : Désigne le montant de l'offre la moins disante.

$$NF = 100 * M_d / M$$

Phase 3 : Evaluation financière des offres :
L'examen des offres financière concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques et de leurs offres techniques.
La commission écarte les offres excessives et les offres anormalement basses.
L'offre financière est notée sur 100 points comme suit :
L'offre la moins disante sera affectée d'une note de 100 points ; les autres offres seront affectées chacune d'une note calculée par application de la formule suivante :

Ne seront retenues pour la phase d'analyse financière que les offres ayant une note technique supérieure ou égale à 70 points (la note technique est égale : $NT = NT1 + NT2 + NT3$).
Seules seront comptabilisées les expériences et les projets explicités en relation avec l'objet des prestations présentées sur le CPS pour chaque profil.

N.B :
Au cas où le concurrent propose plusieurs intervenants, il sera tenu compte des intervenants disposant du meilleur profil adéquat.
La note qui sera attribuée aux membres de la CPSCV est le résultat de la moyenne des notes obtenues par chaque membre.

<ul style="list-style-type: none"> - Plus que Bac + 3 : 5 points - Bac + 3 : 2,5 points - Moins que Bac+3 : 0 point 	<ul style="list-style-type: none"> - Supérieure à 5 ans : 5 points - 5 ans : 2,5 points - Moins de 5 ans : 0 point
Nature des diplômes (5 points)	Expérience dans l'exploitation informatique des données d'enquêtes (5 points)

✓ Notation de la cellule permanente de suivi, de contrôle et de validation des fichiers de données collectées (CPSCV) (10 points) :

<ul style="list-style-type: none"> - Plus que Bac + 5 : 7,5 points - Bac + 5 : 5 points - Moins que Bac+5 : 0 point 	<ul style="list-style-type: none"> - Supérieure à 5 ans : 7,5 points - 5 ans : 5 points - Moins de 5 ans : 0 point
Nature des diplômes (7,5 points)	Expérience dans le développement, la programmation et l'exploitation informatique des données d'enquêtes (7,5 points)

✓ Notation de l'informaticien (15 points) :

<ul style="list-style-type: none"> - n > 5 : 5 points - n = 5 : 3 points - n < 5 : 0 point 	« n » étant le nombre d'enquêtes auxquelles l'expert a participé, relevé d'après son CV.
Nb projets de même nature (5 points)	

<ul style="list-style-type: none"> - Plus que Bac + 5 : 5 points - Bac + 5 : 3 points - Moins que Bac+5 : 0 point 	<ul style="list-style-type: none"> - Supérieure à 5 ans : 5 points - 5 ans : 3 points - Moins de 5 ans : 0 point
Nature des diplômes (5 points)	Expérience dans la réalisation et suivi des travaux d'enquêtes (5 points)

✓ Notation du statisticien (15 points) :





M : Désigne le montant de l'offre considérée.
NF : désigne la note financière attribuée à l'offre considérée.

Phase 4 : Analyse technico-financière des offres :

La notation de l'offre de chaque concurrent se fera suivant le système de notation ci-après :
Note technique (NT) auquel il sera affecté un coefficient de 70%.
Note financière (NF) auquel il sera affecté un coefficient de 30%.

La note technico-financière de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (NT) et la note financière (NF), pondérées respectivement par les coefficients de 70% et 30% :

$$\text{Note technico-financière} = (70\% \text{ NT}) + (30\% \text{ NF})$$

L'offre la plus avantageuse est celle qui a obtenu la note technico-financière la plus élevée.

ARTICLE 17: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément à l'article 36 du décret N°2.22.431 précité, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante (60) jours qui commence à courir à compter de la date de la séance d'ouverture des plis. Toutefois, lorsque la commission considère qu'elle n'est pas en mesure d'effectuer son choix pendant le délai de validité des offres, le maître d'ouvrage saisit les concurrents concernés, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception, en vue de leur demander une prolongation du délai de validité des offres d'une durée supplémentaire qu'il fixe.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 18: MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les concurrents installés au Maroc.

Le Dollar ou l'Euro sont les monnaies convertibles dans lesquelles le prix de l'offre financière doit être exprimé, lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc. Pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montant des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirhams. Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 19: LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres, ainsi que toute correspondance avec le maître d'ouvrage, présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

ARTICLE 20: PREFERENCE NATIONALE

En application des dispositions de l'article 147 du décret N°2.22.431 précité, et lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
N°13/CSEFFRS/2024

OBJET : LA RÉALISATION D'UNE ENQUÊTE NATIONALE SUR L'ÉVALUATION DE LA
PERFORMANCE DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
AU PROFIT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION, DE LA FORMATION ET DE
LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

<p>PRÉSENTE PAR</p> <p>Hicham AIT MANSOUR Directeur de l'Instance Nationale d'Évaluation du Système d'Éducation, de Formation et de Recherche Scientifique</p>	<p>LU ET ACCEPTE PAR</p>
<p>VERIFIÉ PAR</p> <p>KHADDOUJ BESSALOUN Directrice du Pôle Ressources</p>	<p>VALIDE PAR</p> <p>Aziz KAICHOUH Secrétaire Général Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique</p>





ANNEXES

ANNEXE N° 1
TABLEAU RELATIF AU PERSONNEL QUE LE CONCURRENT S'ENGAGE A AFFECTER A LA
REALISATION DE LA PRESTATION
CHEF DE PROJET, STATISTICIEN, INFORMATICIEN ET DES MEMBRES DE LA CPSCV

Nom et prénom	Rôle dans l'équipe	Diplôme	Expérience acquise dans des prestations similaires (nombre d'années)	Nombre de projets réalisés



ANNEXE N°2
TABEAU RELATIF AUX ENQUETEURS ET CONTROLEURS

Nom et prénom	Rôle dans l'équipe	Diplôme	Expérience acquise dans des prestations similaires (nombre d'années)
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....



ANNEXE N°3
MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

1. NOM DE L'EMPLOYE [nom complet]

2. DATE DE NAISSANCE

3. NATIONALITE

4. FORMATION [indiquer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé ainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates de leur obtention]

5. MEMBRE A DES ASSOCIATIONS/GROUPEMENTS PROFESSIONNELS

6. AUTRES FORMATIONS [indiquer toute autre formation reçue ou certificat]

7. LANGUES : [indiquer pour chacune le degré de connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite]

8. EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : [commentant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études. Pour chaque emploi (voir le formulaire ci-dessous),

Donner les dates, le nom de l'employeur et le poste occupé.]

Depuis [Année] Jusqu'à [Année]

Employeur :

Poste :

<div>8. DETAIL DES TACHES EXECUTEES</div> <div>[indiquer toutes les tâches à exécuter dans le cadre de cette proposition]</div>	<div>9. EXPERIENCE DE L'EMPLOYE QUI ILLUSTRER LE MIEUX SA COMPETENCE</div> <div>[Donner notamment les informations suivantes qui illustrent au mieux la compétence professionnelle de l'employé pour les tâches mentionnées au point 8]</div> <div>Nom du projet ou de la mission : </div> <div>Année : </div> <div>Lieu : </div> <div>Principales caractéristiques du projet : </div> <div>Poste : </div> <div>Activités : </div>
---	--

10. ATTESTATION

Je, soussigné, certifie sur l'honneur, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience. J'accepte que toute fausse déclaration puisse entraîner mon exclusion, ou mon renvoi si j'ai été engagé.

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du prestataire] jour/mois/année

A- Partie réservée à l'Administration

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°13/CSEFRS/2024

Objet du marché : la réalisation d'une enquête nationale sur l'évaluation de la performance du système d'enseignement supérieur pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.
Passé en application des dispositions de l'article 1 du règlement des achats du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique, et des dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, du point b. du paragraphe 3 de l'article 19, du paragraphe 1 de l'article 20 et du point b. du paragraphe 3 de l'article 20 du Décret N°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

B - Partie réservée aux concurrents agissant à titre individuel :

a) Pour les personnes physiques :

1) Cas des personnes physiques :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, ;
Adresse du domicile élu : ;
Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, ;
Adresse du domicile élu : ;
Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

b) Pour les personnes morales :

1) Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de (raison sociale et forme juridique), au capital de ;
Adresse du siège social de la société
Adresse du domicile élu à : ;
Affilié à la CNSS (ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale), sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Identifiant commun de l'entreprise : ;
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

(Signature et cachet du prestataire)

Fait à le

(Localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....
général, bancaire, ou postal) (1) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à
sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (À la trésorerie
Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique se libérera des

- chiffres)
montant T.V.A. comprise : (en lettres et en chiffres)
- montant T.V.A. : (en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A. (20%)..... (en pourcentage)
- montant hors T.V.A. : (en lettres et en chiffres)

moennant les prix que j'ai établi moi - même, lesquels font ressortir :
2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et
aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

1) remets, revêtu(s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément
comportent ces prestations :

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que
objet ci-dessus ;

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en

D - Partie commune à tous les concurrents :

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous engageons conjointement/solidairement
et désignons.....(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;

- Membre n°1 : ;
- Membre n°2 : ;
- Membre n°n : ;

Nous soussignés : [indiquer les mêmes informations prévues au a) ou b) ci-dessus, selon le cas]

C - Partie réservée aux concurrents membres d'un groupement :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Identifiant commun de l'entreprise : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Affilié à la CNSS sous le N° : ;
Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° : ;
Adresse du domicile élu à : ;
(raison sociale et forme juridique), ;
Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Identifiant commun de l'entreprise : ;
Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° : ;
Inscrit au registre de commerce de sous le N° : ;
Affilié à sous le N° : ;
Siège à : ;
(Raison sociale et forme juridique), ;
Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N°13/CSEFRS/2024
Objet du marché : la réalisation d'une enquête nationale sur l'évaluation de la performance du système d'enseignement supérieur pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la formation et de la Recherche Scientifique.

A- Pour les personnes physiques

1. Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (1), sous le N° :

Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque

..... Agence

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2. Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre

compte,

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le N° :

Identifiant commun de l'entreprise :

Titulaire du compte bancaire N° : Ouvert à la banque

..... Agence

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les personnes morales :

1. Cas des sociétés :

Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....

(Raison sociale et forme juridique), au capital de

Numéro de téléphone :

Numéro de fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu à :

Affilié à la CNSS (1), sous le N° :



1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. m'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas le corps d'état principal du marché ;
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours, remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023 ;
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;

Déclare sur l'honneur

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

..... Agence
 Titulaire du compte bancaire N° :
 Identifiant commun de l'entreprise :
 Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :
 Affilié à la CNSS sous le N° :
 Inscrit au registre local des coopératives, sous le N° :
 Adresse du domicile élu à :
 Adresse électronique :
 Numéro de fax :
 Numéro de téléphone :
 (Raison sociale et forme juridique),
 Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
 3. Cas des coopératives ou union des coopératives :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

..... Agence
 Titulaire du compte bancaire N° :
 Identifiant commun de l'entreprise :
 Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :
 Inscrit au registre de commerce de sous le N° :
 Affilié à sous le N° :
 Siège à :
 Adresse électronique :
 Numéro de fax :
 Numéro de téléphone :
 (Raison sociale et forme juridique),
 Je soussigné (prénom, nom et qualité), agissant au nom et pour le propre compte de.....
 2. Cas des établissements publics :

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

..... Agence
 Titulaire du compte bancaire N° :
 Identifiant commun de l'entreprise :
 Inscrit à la taxe professionnelle sous le N° :
 Inscrit au registre de commerce de sous le N° :

5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres ;
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret N°2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à le
(Signature et cachet du prestataire)

- (1) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

Je soussigné(nom et prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte ou pour le compte de(raison sociale et forme juridique).
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Je déclare sur l'honneur mon plan de charge relatif aux marchés publics en cours d'exécution à la date du(indiquer la date de remise de l'offre) en vue de participer à la procédure de l'appel d'offres ouvert sur offres des prix N°13/CSEFRS/2024 du relative à la réalisation d'une enquête nationale sur l'évaluation de la performance du système d'enseignement supérieur pour le compte du Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique.

N°	Références (1)	Maître d'ouvrage	Qualité (2)	Montant (3)	Taux d'exécution (en %)	Reste à exécuter en chiffres

(1) indiquer la référence du marché en question
(2) indiquer la qualité en tant que titulaire ou sous-traitant
(3) indiquer le montant du marché en TTC en tenant compte des augmentations et/ou diminution dans la masse des travaux et les travaux supplémentaires

